

Les subsides

de loi sur les produits pharmaceutiques n'avait rien à voir avec le libre-échange.

Quelques jours plus tard, comme par entente, on découvre le document initialé par le ministre des Finances (M. Wilson) et la ministre du Commerce extérieur (M^{me} Carney) avec un paragraphe «spécifique». Et là comme de raison ils ne se rappelaient plus ce qu'ils avaient signé. Monsieur le Président, cela a ainsi été bourré de menteries pendant tout l'exercice.

Par conséquent, les Canadiens ont droit de se poser des questions. Les Canadiens ont droit de se demander si leur avenir n'est pas mis en péril par une *gang* d'amateurs, et c'est ce que je crains, monsieur le Président.

Les Américains, eux, ont regardé cela candidement et si vous regardez la réaction américaine, partout ils pensent qu'ils sont les grands gagnants. Les Américains se sont dit: On les a eus. Le gouvernement canadien était de toute façon près de sa sortie. Il voulait absolument réussir un coup et on les tenait et ils nous ont tenus. Les Américains ont obtenu exactement tout ce qu'ils ont voulu.

Le premier ministre nous disait qu'il y avait deux prérequis: avoir un accès garanti et avoir un tribunal exécutoire. Monsieur le Président, quels n'ont pas été notre surprise et notre désarroi de voir que malgré ces belles paroles, au moment où on se parle, toutes les mesures protectionnistes américaines continuent de s'appliquer quotidiennement contre les produits canadiens! Les mesures de sauvegarde, l'article 201 du *Trade Act* de 1974 continuent. Les mesures antidumping continuent. Les droits compensatoires du *Tarif Act* de 1930 continuent. Les représailles commerciales continuent. On était censé avoir un statut particulier. On nous disait: Ne vous inquiétez pas, avec le libre-échange, il n'y aura plus de problèmes. Les problèmes sont tous là. Et même aujourd'hui, au moment où on se parle, on vient de déposer au Congrès américain un autre projet de loi, cette fois-ci pour restreindre les importations d'électricité. Et je suis certain que cela doit être encore dans l'esprit du libre-échange. Pis encore, le tribunal, le fameux tribunal n'est qu'un semblant de tribunal. Le seul pouvoir qu'ils ont c'est d'interpréter l'application des lois américaines ou des lois canadiennes, mais pas de passer de jugement sur leur justesse. Mais par conséquent, ce qui va continuer à se faire c'est exactement ce qu'on a toujours eu.

Au moment où on se parle... Je posais souvent des questions pour les producteurs de bois de ma région qui étaient inquiets de la surtaxe de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre. On me répondait: Attendez l'Accord de libre-échange. Mais ils n'ont pas eu raison d'attendre, parce que dans l'Accord de libre-échange, la taxe de 15 p. 100 est maintenant permanente. C'est ce qu'on appelle régler le problème.

Au niveau des éleveurs de porc, on disait: Attendons le libre-échange. Et pourtant l'Entente est signée, mais la surtaxe de 10 \$ la tête s'applique encore. Qu'avez-vous réglé?

Une voix: Parle lui donc des chaussures. On va s'habiller à Taïwan.

M. Lapierre: Monsieur le Président, elle crie que les producteurs de pomme sont d'accord, je crois. Elle est vraiment dans les «pommes» parce qu'on n'en exporte pratiquement pas.

Monsieur le Président, je peux vous dire une chose: C'est que ce tribunal ne changera rien du tout dans l'application quotidienne des lois protectionnistes américaines. Des économistes comme Marie-Josée Drouin du C.D. Howe Institute disent que franchement il n'y a rien dans ce tribunal. On s'aperçoit partout que l'établissement du tribunal binational nous pose des problèmes sérieux.

Monsieur le Président, regardons maintenant certains secteurs. Regardons ce que cela fait pour le cultivateur. J'étais en fin de semaine au Salon de l'agriculture où j'ai eu l'occasion de rencontrer une délégation de l'UPA, et le chef de l'Opposition (M. Turner) s'est entretenu longuement avec eux et on a pu comprendre leur inquiétude, monsieur le Président. On a pu facilement comprendre. Imaginez-vous les gens de Portneuf, le député de Portneuf (M. Ferland) au lieu de se fier à l'instinct, à l'expérience de ces agriculteurs, aime mieux se fier à un journaliste de Montréal qui n'a probablement jamais «tiré» une vache de sa vie.

Monsieur le Président, j'ai bien plus confiance au bon sens légendaire des cultivateurs qui voient du danger. J'ai plus confiance aux producteurs du Québec qui disent que dans le domaine de la volaille, ils vont perdre une grande partie de leur marché. J'ai beaucoup plus confiance aux producteurs du Québec qu'aux espèces d'andouilles conservatrices pour me dire que les producteurs de lait vont être en danger. J'ai beaucoup plus confiance aux membres d'Agropur qu'à ces espèces d'épais-là, monsieur le Président, pour comprendre que la production de yogourt, que la production de fromage synthétique, tout cela met en jeu leur survie. On devrait avoir honte de nous faire dépendre des producteurs américains.

• (1650)

Monsieur le Président, je pense que les députés conservateurs des milieux ruraux ne sont que des guenilles. Ils devraient écouter les producteurs de chez eux. Ces gens-là de l'UPA, monsieur le Président, ont des intérêts à défendre, mais leurs intérêts, c'est notre panier à provisions. Et le jour qu'un pays va dépendre entièrement de l'autre pour se nourrir, je ne veux pas que le Canada soit le Lesotho enclavé dans l'Afrique du Sud. Monsieur le Président, on dit: Ne vous en faites pas, les cultivateurs vont «compétitionner». Avez-vous déjà vu, monsieur le Président, des gens qui font de l'horticulture trois mois par année arriver en compétition avec des producteurs américains du Sud et du Sud-Ouest qui produisent 12 mois par année? Monsieur le Président, ça ne prend pas une 12^e année pour comprendre qu'il fait «frette» au Canada, pour comprendre qu'on ne peut pas «compétitionner» à cause de l'énergie dans certains secteurs. Ça coûte plus cher, monsieur le Président, avoir une porcherie au Canada. Qu'est-ce que vous voulez, il faut chauffer cela l'hiver. Mais de la manière que le gouvernement conservateur actuellement traite les producteurs canadiens, ce qui va arriver, on se demande ce qu'on va faire avec ces porcheries ou avec les poulaillers. Monsieur le Président, ce n'est pas tout de suite, mais ils vont les avoir à la longue. Et j'ose espérer que les députés conservateurs vont se réveiller avant qu'il ne soit trop tard. Monsieur le Président, quand on regarde le titre du journal *Le Devoir: Avec le libre-échange, l'agriculture a peur de passer dans le moulin à viande*. C'est réel. Les produits de vin de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont été vendus directement parce que le